



**Conférence
des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr.
GÉNÉRALE

TD/B/EX(34)/1
18 février 2004

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT

Trente-quatrième réunion directive

Genève, 10-12 mars 2004

Point 1 de l'ordre du jour provisoire

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

I. ORDRE DU JOUR PROVISOIRE

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. Questions appelant une décision du Conseil, qui découlent des rapports et activités de ses organes subsidiaires, ou qui s'y rattachent:
 - a) Rapport de la Commission du commerce des biens et services, et des produits de base, huitième session (9-13 février 2004);
 - b) Rapport de la Commission de l'investissement, de la technologie et des questions financières connexes, huitième session (26-29 janvier 2004);
 - c) Rapport de la Commission des entreprises, de la facilitation du commerce et du développement, huitième session (12-15 janvier 2004).
3. Questions institutionnelles, questions d'organisation, questions administratives et questions connexes:
 - a) Désignation d'organismes intergouvernementaux aux fins de l'article 76 du règlement intérieur du Conseil;
 - b) Désignation d'organisations non gouvernementales aux fins de l'article 77 du règlement intérieur du Conseil.
4. Questions diverses.
5. Rapport du Conseil sur sa trente-quatrième session.

II. ANNOTATIONS

Point 1: Adoption de l'ordre du jour

1. L'ordre du jour provisoire figure dans la section I plus haut.

Point 2: Questions appelant une décision du Conseil, qui découlent des rapports et activités de ses organes subsidiaires, ou qui s'y rattachent:

a) Rapport de la Commission du commerce des biens et services, et des produits de base, huitième session (9-13 février 2004)

2. La Commission du commerce des biens et services, et des produits de base a tenu sa huitième session du 9 au 13 février 2004 à Genève; le rapport de la session porte la cote TD/B/COM.1/67.

b) Rapport de la Commission de l'investissement, de la technologie et des questions financières connexes, huitième session (26-29 janvier 2004)

3. La Commission de l'investissement, de la technologie et des questions financières connexes a tenu sa huitième session du 26 au 29 janvier 2004 à Genève; le rapport de la session porte la cote TD/B/COM.2/60.

c) Rapport de la Commission des entreprises, de la facilitation du commerce et du développement, huitième session (12-15 janvier 2004)

4. La Commission des entreprises, de la facilitation du commerce et du développement a tenu sa huitième session du 12 au 15 janvier 2004 à Genève; le rapport de la session porte la cote TD/B/COM.3/64.

Point 3: Questions institutionnelles, questions d'organisation, questions administratives et questions connexes:

a) Désignation d'organismes intergouvernementaux aux fins de l'article 76 du règlement intérieur du Conseil

5. À l'heure actuelle, 110 organismes intergouvernementaux sont autorisés à participer aux travaux de la CNUCED; la liste de ces organismes figure dans le document TD/B/IGO/LIST/4.

6. Le Conseil sera invité à examiner une demande reçue du Réseau d'information technologique latino-américain (RITLA). On trouvera des renseignements généraux concernant cet organisme dans le document TD/B/EX(34)/R.3.

b) Désignation d'organisations non gouvernementales aux fins de l'article 77 du règlement intérieur du Conseil

7. À l'heure actuelle, 190 organisations non gouvernementales (ONG) sont autorisées à participer aux travaux de la CNUCED; la liste de ces organisations figure dans les documents TD/B/NGO/LIST/6 et Corr.1.

8. Le Conseil sera invité à examiner deux requêtes présentées par deux organisations non gouvernementales, à savoir: Global Foundation for Democracy and Development (FUNGLODE) et l'Association internationale du fret aérien (TIACA). On trouvera des renseignements généraux concernant ces deux organisations dans les documents TD/B/EX(34)/R.1 et R.2.

**Inscription d'ONG nationales au Registre conformément
à la décision 43 (VII) du Conseil**

9. Le Conseil sera informé qu'après consultation des États membres concernés (Brésil et France), le Secrétaire général de la CNUCED a inscrit Community Action of Brazil/Rio de Janeiro – ACB/RJ et Coordination Sud/Solidarité-Urgence-Développement au Registre des organisations nationales non gouvernementales, visé par la décision 43 (VII) du Conseil. On trouvera des renseignements généraux concernant ces organisations dans les documents TD/B/EX(34)/L.1 et L.2.

Point 4: Questions diverses

Point 5: Rapport du Conseil sur sa trente-quatrième réunion directive

10. Le Conseil voudra sans doute autoriser le Rapporteur à établir, sous l'autorité du Président, la version finale du rapport sur sa trente-quatrième réunion directive.
